

désignés par note de service du Directeur général du BCeCo.

Article 3

En vue d'un meilleur suivi des activités du projet, le GTC se réunit trimestriellement, ou mensuellement en cas de nécessité pour une séance extraordinaire.

Article 4

Le pilotage du projet est assuré par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions.

Article 5

Les membres du GTC bénéficient d'une prime spéciale de supervision et évaluation à charge du projet, à compter de la première séance d'évaluation et de suivi des activités, dont le montant est ventilé dans les annexes au protocole d'accord n°7198/PRESS-COVID-19/MIN-S/BCeCo/DG/DPM/RBB/2021 du 15 septembre 2021 (procès-verbal de négociation du protocole).

Article 6

Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 7

Le Secrétaire général à la Santé Publique, Hygiène et Prévention est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 25 novembre 2021.

Dr Mbungani Mbanda Jean-Jacques

Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention

Arrêté ministériel n°1250/CAB/MIN/SPHP/011/DC/SAC/2021 du 25 novembre 2021 portant création de la Commission Covid-19 voyage

Le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n°18/035 du 13 décembre 2018 fixant les principes fondamentaux relatifs à l'organisation de la Santé Publique en République Démocratique du Congo ;

Vu l'Ordonnance n°21/006 du 14 février 2021 portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n°21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1er A. et B. 24 ;

Vu le Décret n°20/014 du 02 avril 2020 portant organisation et fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°20/023 du 1er octobre 2020 portant mesures barrières de la lutte contre la pandémie de Covid-19 en République Démocratique du Congo spécialement en ses articles 4, 5 et 6 ;

Vu l'Arrêté ministériel n°1250/CAB/MIN/SPHP/002/DC/GSK/2021 du 26 août 2021 fixant les normes d'embarquement en République Démocratique du Congo dans le cadre de la riposte à la Covid-19 ;

Vu le rapport de l'Inspection Générale de la Santé n° MS/1251/IGS/SA/559/KDLA/2021 du 25 octobre 2021 portant sur la qualité de laboratoires privés impliqués dans la prise en charge de diagnostic biologique de COVID-19 voyages implantés en République Démocratique du Congo ;

Vu le rapport du Secrétaire général à la Santé Publique, Hygiène et Prévention n°MS.1251/SG/OOP/2148/LOP/2021 du 1er octobre 2021 portant sur la situation de tests Covid-19 voyage ;

Considérant qu'il résulte des conclusions des rapports précités, le non-respect des textes légaux et un dysfonctionnement dans les autorisations requises, dans les activités liées aux laboratoires, dans l'approvisionnement des intrants et dans la gestion des fonds provenant des tests Covid-19 voyage ;

Considérant que seul l'Institut nationale de recherche biomédicale (INRB) ainsi que les formations médicales dument agréées et détentrices d'une autorisation spéciale accordée par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, peuvent réaliser des tests Covid-19 voyage ;

Considérant que la riposte contre la Covid-19 met une fois de plus en évidence le sous-financement du système de Santé de notre pays avec toutes ses conséquences ;

Considérant la nécessité de soutenir l'offre de services des soins de Santé dans le cadre de la matérialisation de la Couverture Sanitaire Universelle grâce au financement supplémentaire provenant des produits financier générés par la réglementation des tests Covid-19 voyage ;

Considérant l'urgence de réglementer et d'assainir la gestion des Fonds provenant des tests Covid-19 voyage dans les formations sanitaires habilitées en vue d'améliorer la gouvernance et de sécuriser la canalisation des recettes vers le trésor public ;

Vu la nécessité et l'urgence

ARRETE

Article 1

Il est institué au sein du Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention une Commission dénommée « Commission Covid-19 voyage ».

Article 2

Missions :

La Commission a pour missions de :

1. Traiter les demandes d'autorisation des formations médicales pour la réalisation des tests Covid-19 voyage en République Démocratique du Congo ;
2. Evaluer et auditer les activités des tests Covid-19 voyage depuis le début de la pandémie et pour l'avenir sur le plan technique, financier et juridique ;
3. Définir les modalités de perception, de gestion et d'affectation de ressources financières issues des activités de tests Covid-19 voyage ;
4. Rechercher le financement en vue de l'amélioration de la surveillance dans le cadre de tests Covid-19 voyage ;
5. Coordonner le financement et la gestion des fonds générés par les tests Covid-19 voyage ;
6. Assurer l'approvisionnement en équipements et intrants des établissements relevant du secteur public ;
7. Contrôler le circuit d'approvisionnement en équipements et intrants des tests Covid-19 voyage ;
8. Elaborer et veiller à l'application des normes régissant la réalisation des tests Covid-19 voyage.

Article 3

Sont autorisés à réaliser les tests Covid-19 voyage en RDC : l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) et toutes les formations médicales dûment agréées et détentrices d'une autorisation spéciale du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

Toute formation médicale pratiquant les tests Covid-19 voyage sans l'autorisation du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention s'expose à des sanctions conformément à la loi.

Article 4

Organes :

La Commission comprend deux organes : Le comité de Pilotage et le Comité technique de coordination.

Article 5

Du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage est l'organe de conception et d'orientation stratégique pour la mise en œuvre des missions confiées à la Commission Covid-19 voyage

Article 6

De la composition et compétence des membres du Comité de pilotage

Sont membres du Comité de pilotage :

- a) Le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- b) Le Vice-Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- c) Le Secrétaire général à la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- d) Le Coordonnateur du Secrétariat technique de la riposte Covid-19 ;
- e) L'Inspecteur général de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

Le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention préside le Comité de pilotage.

Le Directeur de Cabinet et le Directeur de Cabinet adjoint du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention assurent la mise en œuvre des décisions et recommandations du Comité de pilotage. A ce titre, ils participent aux réunions du Comité de pilotage sans voix délibérative.

Article 7

Du Comité technique de coordination

Le Comité technique de coordination est l'organe chargé de coordonner la mise en œuvre des missions assignées à la Commission COVID-19 voyage.

Il est placé sous la supervision du Comité de pilotage.

Article 8

De la composition du Comité technique de coordination

Le Comité technique de coordination comprend 11 membres ;

- Cinq délégués du Cabinet du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- Deux délégués de l'Inspection Générale de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- Un délégué de la Direction générale de la Lutte contre la maladie ;
- Un délégué de la Direction de surveillance épidémiologique ;
- Deux délégués du Programme National de l'Hygiène aux Frontières ;
- Deux délégués de la Direction des laboratoires ;
- Deux délégués de l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) ;
- Le Comité Technique de Coordination est composé d'un bureau et d'un secrétariat.

Article 9

Du Bureau

Le Bureau est l'organe de la gestion journalière du Comité technique de coordination sous la supervision du Directeur de Cabinet et du Directeur de Cabinet adjoint du Ministre ayant la Santé Publique dans ses attributions.

A ce titre, le Directeur de Cabinet et Directeur de Cabinet adjoint cités ci-haut sont respectivement président et Premier Vice-président du Comité Technique de Coordination

Le Bureau est composé des membres suivants :

- Un président ;
- Un premier vice- président ;
- Un deuxième vice-président
- Un rapporteur
- Un rapporteur adjoint ;
- Un chargé de partenariat et questions techniques ;
- Un chargé de questions juridiques et administratives ;
- Un chargé de questions économiques et financières

Tous les membres du Bureau sont désignés par le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

Article 10

Du Secrétariat

Le Secrétariat est un service d'appoint du Comité Technique de Coordination.

Le Secrétariat a pour missions de :

- Préparer l'ordre du jour des réunions du Bureau qu'il soumet à l'approbation de ce dernier ;
- Dresser les procès-verbaux et rédiger les comptes rendus des réunions du Bureau ;
- Exécuter toute autre tâche en rapport avec le travail de la Commission que le Bureau pourra lui confier.

Le Secrétariat est composé de :

- Un secrétaire ;
- Un secrétaire adjoint ;
- Deux opérateurs de saisie ;
- Un chargé de logistique ;
- Un comptable public ;
- Un contrôleur budgétaire

Article 11

Des réunions

Le Comité de pilotage se réunit une fois par trimestre. Toutefois, il peut se réunir chaque fois que l'intérêt l'exige.

Le Comité Technique de Coordination se réunit une fois par semaine.

Toutefois, il peut se réunir chaque fois que l'intérêt l'exige.

Article 12

Financement

Les frais afférents au fonctionnement, à l'organisation et aux travaux de la Commission sont prélevés sur les produits financiers générés par les tests Covid-19 voyage, en conformité avec les mesures d'applications qui seront prises par le Comité de pilotage

Article 13

Le Manuel de procédures de la Commission Covid-19 voyage sera validé de Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention dans les sept jours suivant l'entrée en vigueur du présent Arrêté.

Article 14

Des dispositions finales

Toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté sont abrogées.

Article 15

Le Directeur de Cabinet du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 25 novembre 2021.

Dr Mbungani Mbanda Jean-Jacques

Ministère de l'Industrie

Arrêté ministériel n° CAB.MIN/IND/SEC1/010/102021 du 1 5 octobre 2021 portant réglementation de l'estampillage et du code-barres des caractères industriels ou commerciaux en République Démocratique du Congo

Le Ministre de l'Industrie,

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n° 73-009 du 05 janvier 1973 particulière sur le commerce telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu la Loi n° 82-001 du 07 janvier 1982 régissant la Propriété industrielle ;

Vu la Loi n° 18/016 du 09 juillet 2018 relative au partenariat public-privé ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non-fiscales ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;

Vu l'Ordonnance-loi n° 18/004 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances de la Province et de l'entité territoriale décentralisée ainsi que les modalités de leur répartition ;

Vu l'Ordonnance n°75-271 du 22 août 1975 portant création d'un Comité national de normalisation, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance n° 87-017 du 19 janvier 1987, spécialement en son article 5 bis, alinéa 2 ;

Vu l'Ordonnance n°- 89-173 du 07 août 1989, portant mesures d'application de la Loi n° 82-001 du 07 janvier 1982 régissant la Propriété industrielle ;

Vu l'Ordonnance n°20/016-du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n°21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-premiers Ministres, Ministres d'Etat, Ministres, Ministres délégués et Vice-ministres ;

Vu le Décret du 17 août 1910 tel que modifié et complété par le Décret du 31 mars 1959 ;

Vu le Décret du 25 novembre 1913 relatif à la surveillance des instruments de pesage réglementaire ;

Vu le Décret n° 00712002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat ;

Vu l'Arrêté ministériel n°009/12/CAB/MIN/2019 du 23 décembre 2019 modifiant et complétant l'Arrêté ministériel n° 15 du 13 octobre 2015 portant mise en place au sein de la Cellule d'Etudes et de Planification Industrielle, CEPI en sigle, d'un Guichet de Mise à Niveau « GMN » des Entreprises ;

Considérant la nécessité et la volonté du Gouvernement de soutenir la dynamique d'amélioration continue de la productivité, de la compétitivité, de l'intégration de l'industrie de la croissance de l'emploi ainsi que l'exportation des produits à grande valeur ajoutée ;

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, soucieux de faire recours aux normes internationales sur la sécurité et la traçabilité des produits issus de sa ligne de production nationale mais aussi de leur compétitivité et de mettre en place un système intégré de production nationale des timbres fiscaux pour estampiller ses produits ;

Considérant que les participants à la réunion interinstitutionnelle du 20 décembre 2020 ont recommandé l'accompagnement de l'estampilleur par le Guichet de Mise à Niveau des Entreprises (GMN) chargée de la compétitivité des entreprises ;

Considérant le contrat de délégation de service relatif à la mise en place d'un système intégré d'estampillage et code-barres en RDC ;

Considérant que le programme d'action du Gouvernement 2021-2023 dans son pilier 7, axe 35,